



PGC de l'opération

Remise à niveau des ouvrages de l'échangeur A7-A557 sur L'A557

Coordination SPS :

PRESENTS, Agence Marseille
18/20 avenue Robert Schuman
13002 MARSEILLE
Tél : 04 91 42 08 86
Nom CSPS : Rachel FARIBAUT

Maître d'ouvrage principal :

DIRMED SIR13
16 rue Antoine Zattara
13001 MARSEILLE
Tél : 04 86 94 68 00
Monsieur Patrice RAYNAUD
patrice.raynaud@developpement-durable.gouv.fr

Maître d'oeuvre principal :

SETEC ALS
DIADES SETEC
Bâtiment Les Alizés
655 Rue René Descartes
13100 AIX-EN-PROVENCE
Monsieur Contact SETEC
contact.x@setec.fr

Indice et date	Rédacteur	Nature des modifications
v1 - 17/07/2025	Rachel FARIBAUT	Initial

SOMMAIRE

0 - Préambule	1
1 - Renseignements d'ordre administratif	2
1.1 - Renseignements relatifs à l'opération	2
1.2 - Intervenants	3
1.3 - Mission du Coordonnateur SPS	5
2 - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur	7
3 - Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS	8
3.1 - Circulation	8
3.2 - Manutention	12
3.3 - Stockage	14
3.4 - Gestion des déchets et décombres	15
3.5 - Enlèvement des matériaux dangereux	17
3.6 - Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale	17
3.7 - Interactions sur le site	22
4 - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation	35
4.1 - Activité sur le site et mesures de prévention	35
4.2 - Interférences avec les chantiers limitrophes	35
4.3 - Réseaux enterrés et aériens	36
4.4 - Risques liés à la circulation extérieure	36
4.5 - Analyse des risques liés à l'environnement	37
5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre	39
5.1 - Installations de chantier	39
5.2 - Nettoyage du chantier	40
5.3 - Clôture du chantier	41
5.4 - Réseaux mis à disposition	41
6 - Secours et évacuation des travailleurs	43
6.1 - Dispositions d'alerte et accueil des secours	43
6.2 - Plan de secours	43
6.3 - Organisation des premiers secours	43
7 - Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants	45
7.1 - Mise en commun des moyens	45
7.2 - Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants	45
7.3 - Emploi de personnels intérimaires	46
7.4 - Prestataires de service	46
8 - Annexes	48
8.1 - ANNEXE : Fiche d'appel des secours	49

0 - Préambule

Une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, concernant la conception et la réalisation des travaux, a été organisée par le Maître d'Ouvrage.

Le PGC, ainsi que ses additifs, sont insérés dans tous les marchés de travaux, objets de la présente opération. Ils apportent des renseignements qui permettront aux entreprises d'élaborer leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

L'entrepreneur prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention et se conformera aux obligations qui lui incombent, en respect du Code du Travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur SPS, dans le présent PGC,
- par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre dans les pièces constitutives du marché qui ont une influence en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment le CCAP et le CCTP.

Ces dispositions s'appliquent à tout intervenant qui aura conclu un contrat de prestation ou de travaux avec l'entrepreneur.

Il est rappelé, par ailleurs, que l'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Ce PGC a été établi par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments qui lui ont été transmis par le Maître d'Ouvrage. Le tableau ci-dessous récapitule ces éléments, ayant servi d'hypothèses au Coordonnateur SPS.

1 - Renseignements d'ordre administratif

1.1 - Renseignements relatifs à l'opération

1.1.1 - Situation

- Nom de l'opération :

Remise à niveau des ouvrages de l'échangeur A7-A557 sur L'A557

- Catégorie :

Opération de catégorie 2

- Adresse du chantier :

Rue Félix Pyat, Liaison A7/A557

13003 Marseille

Le document concerne les travaux de réparation de l'ouvrage d'art A7-A557.

L'ouvrage est situé sur la commune de Marseille (13), à la frontière du 3ème arrondissement au Sud et du 14ème arrondissement au Nord. L'ouvrage est situé dans une zone très fréquentée du point de vue de l'exploitation routière et autoroutière. En effet, il se situe en zone urbaine et fait la liaison avec l'autoroute A7 - A557.



1.1.2 - Travaux

Description des travaux :

Les différents postes de travaux prévus dans le cadre du projet de réparation de l'ouvrage d'art sont les suivants :

- Dispositifs de retenue

Un échafaudage sera mis en oeuvre pour déposer et poser les corniches d'habillage, changer les évacuations, déposer les DR existants, et permettre le coffrage de la longrine.

- Etanchéité

Préparation des surfaces, mise en oeuvre de l'étanchéité sur l'extrados de l'ouvrage, réalisation des relevés et des traitement eaux pluviales (EP).

- Chaussée

Rabotage, mise en oeuvre des matériaux enrobés et marquage au sol.

- Changement des appareils d'appuis

Pour réaliser le changement des appareils d'appuis et refaire le bossage, il est nécessaire de réaliser un dénivellement d'appuis à zéro.

- Joints de chaussée

Remplacement du joint (sciage des enrobés, démontage de l'ancien de JC, remontage d'un nouveau JC + ferrailage complémentaire).

- Remplacement des habillages et tuyau EP

Retrait de l'habillage, dépose des fixations existantes et dépose du tuyau existant, repose de la corniche en rive avec une nouvelle fixation.

- Traitement anti-corrosion

Les travaux de réfection de la protection anticorrosion concernent les poutres principales, les entretoises ainsi que les éléments métalliques des piles. Ces travaux sont réalisés dans un milieu confiné sur échafaudage avec une étape de décapage suivi d'une étape de mise en oeuvre de la peinture.

Nature des travaux :

Remise à niveau des ouvrages de l'échangeur A7-A557 sur l'A557 à Marseille.

1.2 - Intervenants

1.2.1 - Parties contractantes

Maître d'ouvrage principal :

DIRMED SIR13
16 rue Antoine Zattara
13001 MARSEILLE
Tél : 04 86 94 68 00
Monsieur Patrice RAYNAUD
patrice.raynaud@developpement-durable.gouv.fr

Maître d'oeuvre principal :

SETEC ALS
DIADES SETEC
Bâtiment Les Alizés
655 Rue René Descartes
13100 AIX-EN-PROVENCE
Monsieur Contact SETEC
contact.x@setec.fr

Coordination SPS :

PRESENTS, Agence Marseille
18/20 avenue Robert Schuman
13002 MARSEILLE
Tél : 04 91 42 08 86
Nom CSPA : Rachel FARIBAULT
Email : r.faribault@presents.fr

1.2.2 - Organismes de prévention

CARSAT SUD-EST
35, rue Georges
13386 MARSEILLE
Tél : 04 91 85 85 30
Fax : 04 91 85 79 01
Monsieur M MONTANDI
m.contact@carsat-sudest.fr

OPPBTP
10 place de la Joliette
Les Docks Village
13002 MARSEILLE
Tél : 04 91 71 48 48
Fax : 04 91 22 66 64
Monsieur Richard CONTACT
marseille@oppbtp.fr

DDETS
DDCS Marseille 1300
66 A, rue Saint Sébastien
13281 MARSEILLE CEDEX 06
Madame M BEAUCARDET
m13@direccte.gouv.fr

1.2.3 - Exploitant(s)

1.2.4 - Organismes de secours

Pompiers : Tél. 18 ou 112 avec un portable

SAMU : Tél. 15

Police ou gendarmerie : Tél. 17

Borne d'appel (PAU).

1.2.5 - Autres intervenants

Sans objet.

1.3 - Mission du Coordonnateur SPS

Le Coordonnateur SPS n'a pas de pouvoir de commandement direct à l'encontre des entreprises. Il fera donc ses observations aux entreprises concernées par le biais du Registre Journal, et les entreprises apposeront leur signature sur les éléments présentés.

A cet effet, lors de l'inspection commune, les entreprises indiqueront au Coordonnateur SPS le nom de la personne habilitée à contresigner les observations faites par le Coordonnateur SPS.

1.3.1 - Plan Général de Coordination (PGC)

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier sont soumises à l'application de ce PGC. En fonction de l'évolution des travaux, le PGC sera mis à jour.

Le PGC étant joint à l'appel d'offres, toute entreprise qui désignerait un sous-traitant ou autre partenaire pendant l'exécution des travaux a l'obligation de lui transmettre un exemplaire en vigueur du PGC.

1.3.2 - Inspection commune

Toute entreprise destinée à intervenir sur le chantier devra participer à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS avant le démarrage de ses travaux. Par entreprise, on entend les titulaires de marchés, les co-traitants, les sous-traitants et les travailleurs indépendants.

Pour cela, chaque entreprise prendra contact avec le Coordonnateur SPS suffisamment tôt pour convenir d'une date d'inspection commune. A défaut d'inspection commune, l'entreprise pourra se voir refuser l'accès au chantier et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation en cas d'éviction.

Les prestataires et locatiers divers ne sont pas tenus de faire une inspection commune avec le

Coordonnateur SPS. Par contre, ils recevront impérativement les consignes de sécurité par l'entreprise qui les aura mandatés. La transmission de ces consignes sera alors formalisée par l'entreprise dans son PPSPS.

Sauf dans le cas d'exception laissé à l'appréciation du Coordonnateur SPS, l'entreprise devra s'organiser pour garder un délai de 10 jours ouvrables avant le début des travaux pour faire l'inspection commune.

Si ce délai n'est pas respecté, le Coordonnateur SPS pourra refuser le rendez-vous proposé par l'entreprise, en fixer un autre à une date différente et demander au Maître d'Ouvrage de refuser l'accès au chantier à l'entreprise concernée.

1.3.3 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Tout entrepreneur, ainsi que ses sous-traitants, sont tenus de remettre au Coordonnateur SPS, 5 jours ouvrables avant toute intervention, un PPSPS relatif aux travaux qui leurs sont confiés. Ce PPSPS est fourni en format informatique et en format papier à la demande du CSPS.

Le PPS sera établi en tenant compte des mesures définies par le présent PGC, des mesures définies lors de l'inspection commune et des prescriptions fixées par le marché.

L'attention de chaque entreprise est attirée sur l'importance de ce PPSPS. Son contenu est défini par le Code du Travail et les différents thèmes devront donc être développés en étant adaptés à cette opération.

Ainsi, les mesures prises pour pallier aux risques propres de l'entreprise et aux risques venant des autres intervenants (risques importés) devront être précisément définies.

Chaque PPSPS devra bien décrire les risques exportés (adaptés à cette opération) envers les autres entreprises, susceptibles d'impacter les interventions des travailleurs concernés.

Si le mode opératoire retenu par l'entreprise entraîne des modifications du contenu du PGC, l'entreprise concernée devra en faire mention dans son PPSPS et informer le Coordonnateur SPS pour qu'il puisse en tenir compte et procéder à la mise à jour nécessaire.

Note : Toutes les personnes qui interviennent sur le chantier en tant que prestataires ne sont pas soumises à l'obligation de fournir ce document (exemple : maîtrise d'oeuvre, contrôleur technique) mais le Coordonnateur SPS se réserve le droit de le demander selon les cas.

Chaque entreprise dont le personnel aura été victime d'un accident corporel sur le chantier avec arrêt de travail devra en informer le Coordonnateur SPS dans un délai de 24 heures.

2 - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur

Les travaux suivants seront à réaliser de nuit, pour des raisons de sécurité et de gestion du trafic autoroutier:

- pose et dépose de séparateurs modulaires de voies ;

Les travaux ci-dessous seront réalisés de nuit et en dehors des SMV :

- assainissement et réseaux secs transversal à l'autoroute,
- travaux de signalisation horizontale provisoire ou définitive (effacement ou peinture de marquages, collage ou enlèvement de bandes collées, etc.).
- travaux de chaussées
- travaux sur bretelles

Phasage :

Il a été convenu avec les services concernés que les travaux avanceront de manière générale par :

- Demi-largeur d'ouvrage ;
- Plots de 20 à 40 m environ d'Est en Ouest.

Soit, pour les travaux principaux, deux phases majeures de travaux :

- => Une en rive Nord (noté 1 et en bleu ci-dessous)
- => Puis une en rive Sud (notée 4 et en vert ci-dessous).

Pour garantir le maintien de la circulation sur l'ouvrage, il est nécessaire pour les travaux de réfection d'étanchéité et de chaussée (en partie centrale), d'ajouter deux phases intermédiaires (dites « Opération Coup de Poing ») entre les deux précédentes phases (notées 2 + 3 et en rose ci-dessous).

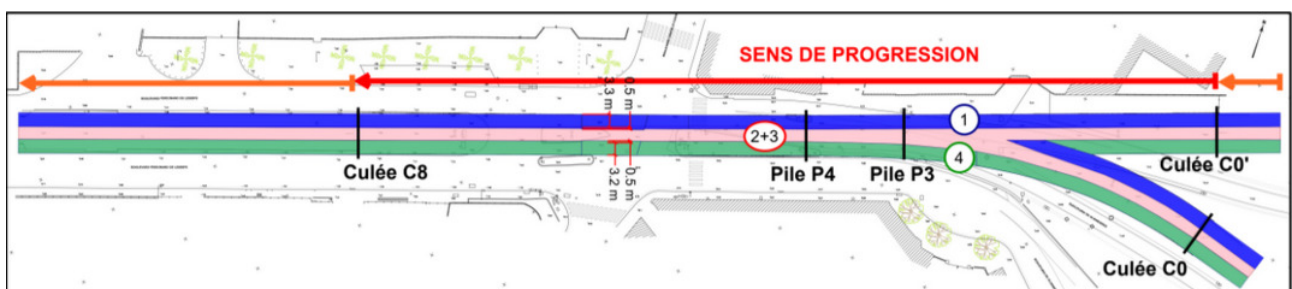


Figure 1 : Phasage global en extrados

3 - Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS

3.1 - Circulation

3.1.1 - Circulations horizontales

3.1.1.1 - Circulation de chantier

Pendant la période de préparation, l'entreprise désignée établira un projet de plan général de circulation sur le chantier en privilégiant la spécialisation des voies. Ce document sera établi à partir du Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC), quand il existe, et présentera pour chaque phase de circulation un plan de détail.

L'entreprise responsable est le mandataire.

Toutes les entreprises intervenant par la suite sur le chantier se soumettront à ce plan de circulation. Si pour une quelconque raison, une entreprise considère ne pas pouvoir respecter ce plan de circulation (encombrement engin, etc.), elle devra en informer le Coordonnateur SPS afin que la solution appropriée puisse être mise en oeuvre.

Les objectifs recherchés par ce plan de circulation sont les suivants :

- Organiser la circulation sur le site de façon pertinente ;
- Gérer les croisements de flux (entrées et sorties) ;
- Limiter les marches arrière ;
- Eviter les interférences avec le trafic usagers ;
- Limiter les points d'interférences avec les riverains.

Les points devant notamment figurer sur le plan de circulation sont :

- les cheminements,
- les accès riverains,
- les points singuliers (obstacles, emprise des travaux, limitations de gabarit, etc.),
- les zones à risques,
- les modalités et zones de stockage,
- le fléchage,
- les aires de retournement,
- la position des balisages,
- les accès de service,
- les sens de circulations,
- les zones laissées à la disposition des entreprises (stationnement, stockage divers, etc.).

La présence de piétons dans les zones de circulations réservées aux engins ou véhicules est

interdite.

La circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier.

Les règles de circulation sur le chantier sont les suivantes :

Les zones de bretelles neutralisées (Bretelles B et C) seront utilisées comme axes principaux pour la circulation des véhicules de chantier, des engins et pour les livraisons de matériaux.

Des séparateurs modulaires de voies (SMV) seront mis en place pour délimiter les voies de circulation interne, notamment sur les zones en pente ou à proximité des zones de travail actives.

Des zones de retournement et de manoeuvre seront matérialisées dans les emprises prévues à cet effet.

Les zones de circulation seront strictement séparées des zones de travail piétonnes et des interventions en hauteur (travaux sur tablier ou culées).

Les véhicules de chantier, en particulier les poids lourds, devront disposer d'une voie de circulation d'une largeur de 3 mètres minimum. Dans les zones où la largeur de la voie de chantier sera inférieure à 3 mètres, l'entreprise responsable devra prévoir un balisage longitudinal des rives de la zone circulaire.

Les voies et rives concernées sont :

Rue Félix Pyat
Boulevard Casanova
Boulevard de Plombières
Boulevard Ferdinand de Lesseps

Tous les obstacles tels que lignes électriques aériennes, passages inférieurs d'ouvrages d'art, équipements, fouilles, dénivelés, etc. devront être signalés et des protections adaptées (telles que merlon, gabarit, glissières béton, etc.) seront mises en place.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien est le mandataire.

3.1.1.2 - Postes de travail en bordure de pistes circulées

Tous les postes de travail seront balisés. Ce balisage est à la charge de l'entreprise concernée. Un plan de principe de balisage sera joint au PPSPS de l'entreprise.

3.1.1.3 - Circulation piétonne

L'entreprise en charge du plan de circulation de chantier aménagera et entretiendra également le cheminement jusqu'au poste de travail. Ce cheminement sera éclairé pour les périodes de fin de journée, voire nocturnes si besoin.

L'entreprise en charge du plan de circulation de chantier aménagera et entretiendra les accès réservés au personnel de chantier.

Le nettoyage régulier de ce cheminement sera assuré et les obstacles éventuels seront évacués de façon à toujours laisser le passage libre.

Une signalisation matérialisant les zones prévues pour le passage sera mise en place et entretenue tout au long des travaux.

Les accès aux différentes zones de travail seront également réalisés et entretenues dans les mêmes conditions.

La circulation des piétons sur les voies servant aux véhicules et engins sera interdite.

L'amenée de tout le personnel au droit de son poste de travail se fera par l'utilisation des véhicules de l'entreprise.

Les cheminements pour le personnel à pieds sur le chantier seront transcrits sur le plan général de circulation par l'entreprise ayant établi ce plan.

Tout le personnel devra être équipé de vêtement de signalisation de classe 3.

3.1.1.4 - Stationnement des véhicules

Les véhicules de chantier devront stationner sur les emplacements prévus à cet effet.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien de la signalisation matérialisant ces zones est l'entreprise titulaire du marché.

Toutes les entreprises organiseront le transport de leur personnel afin d'éviter les venues en véhicule particulier. Ces consignes seront également transmises aux sous-traitants et autres prestataires intervenant pour le compte de l'entreprise.

La situation des zones prévues pour le stationnement est : à définir en phase de préparation.

3.1.2 - Circulations verticales

3.1.2.1 - Accès entre différents niveaux

Tous les moyens d'accès verticaux doivent être stables, ancrés, et vérifiés régulièrement.

3.1.2.2 - Mise en commun des échafaudages

Toute entreprise désirant utiliser un échafaudage mis en place par un autre corps d'état ou une autre entreprise, pour exécuter toutes ou parties de ses prestations, devra obligatoirement contacter le responsable de l'entreprise ayant mis (ou fait mettre en place) cet échafaudage afin de lui exposer l'utilisation qu'elle compte en faire, quels vont être les moyens humains et matériels utilisés et quelles sont les périodes de travail concernées.

L'entreprise responsable de l'échafaudage examinera alors la compatibilité de cette demande avec les conditions d'utilisation admissibles en intégrant les contraintes liées à son propre mode opératoire et à son propre planning, ainsi qu'à ceux des autres entreprises utilisant déjà cet échafaudage.

Si la demande de l'entreprise demandeuse est recevable, l'entreprise responsable lui formalisera par écrit son accord.

Dans le cas contraire, l'entreprise demandeuse ne pourra pas intervenir en utilisant l'échafaudage et en informera le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS. Une solution sera alors cherchée (modification de la date d'intervention par exemple) pour permettre l'intervention de l'entreprise demandeuse.

Dans tous les cas, cette démarche devra être entreprise avant l'intervention en question. Toutes les entreprises intervenant sur l'échafaudage devront être en mesure de produire instantanément, sur demande impromptue du Coordonnateur SPS, l'accord écrit de l'entreprise responsable.

3.1.2.3 - Accès aux ouvrages

L'accès au tablier de l'ouvrage sera réalisé via les zones de bretelles neutralisées et/ou les emprises de chantier définies sur plans, accessibles depuis les voiries locales.

Les accès aux piles, culées et zones basses seront assurés par :

Nacelles élévatrices positionnées depuis la voirie fermée

Tours d'accès métalliques sécurisées si nécessaire

L'ensemble des accès devra être vérifié et sécurisé avant toute utilisation : stabilité, protections collectives, signalisation.

3.1.2.4 - Accès en fond de fouille

Sans objet.

3.2 - Manutention

3.2.1 - Mise en commun des moyens

Dans le but d'optimiser les manutentions sur le chantier en termes de sécurité, il est décidé de mettre en commun les moyens de manutentions. L'entreprise responsable désignée ci-dessous mettra ses moyens à dispositions de l'ensemble des autres entreprises. Elle seule est habilitée à effectuer les manoeuvres, et à assurer l'élingage ou l'accroche des éléments à manutentionner. L'entreprise désirant ainsi faire appel à ces moyens communs devra donc prévenir suffisamment à l'avance l'entreprise responsable afin qu'ensemble elles puissent s'assurer de la faisabilité de la demande.

La manutention devra ensuite être réalisée strictement conformément à ce qui aura été convenu initialement.

Les moyens ainsi mis en oeuvre sont :

- grue mobile,

3.2.2 - Moyens de manutention verticale et règles d'utilisation

De manière à limiter les risques liés à l'utilisation de moyens de manutention, l'employeur responsable devra s'assurer de :

- Utiliser des moyens de manutentions adaptés aux charges transportées ;
- Suivre les indications du fournisseur de matériel ;
- Vérifier régulièrement (vérifications de mise en service, périodiques générales et de remise en service) l'état du matériel de manutention (appareils de levage et accessoires de levage), l'utilisateur d'un appareil de levage doit toujours s'assurer de la réalisation des vérifications réglementaires ;
- Former ses salariés à l'utilisation de ces matériels, les manutentions par engins spécialisés seront opérées par des conducteurs titulaires d'une autorisation de conduite selon le type d'engin.

Certains matériels pourront cependant être utilisés par plusieurs entreprises dans le cadre de la mise en commun de moyens.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise (grues, échafaudage, engins de terrassement, etc.), ce matériel doit être conforme à la réglementation et en bon état.

La mise à disposition de matériel doit faire l'objet d'un protocole de prêt de matériel.

L'entreprise responsable des moyens de manutention assurera elle-même la manutention pour le compte de l'entreprise demandeuse, afin d'éviter une mauvaise utilisation du moyen.

3.2.3 - Implantation des zones de manutentions et de levage

Les manutentions manuelles et mécaniques, ainsi que le levage des charges doivent être organisées sur une zone plane et stabilisée.

Cette zone doit être délimitée, et son accès interdit pendant les phases de levage par l'entreprise mettant en place le moyen.

Tout survol de charges en dehors des emprises du chantier est strictement interdit.

Les matériaux, matériels, etc., seront acheminés sur les niveaux de travail par le biais de moyens de levage type nacelle, grue mobile, chariot télescopique...

3.2.4 - Utilisation de grues

Avant toute implantation de grue mobile ou tout autre appareil de levage, l'entreprise vérifiera ou fera vérifier la portance du sol à l'emplacement des appuis de l'engin concerné.

Préalablement à la mise en service, chaque grue fera l'objet d'une vérification par un organisme agréé, dont une copie du rapport sans réserve affectant le bon fonctionnement de l'engin sera transmise au Coordonnateur SPS.

Chaque grue sera équipée d'un anémomètre.

Afin de prévenir les risques qui pourraient naître d'une interférence entre les engins de levage d'intervenants du chantier ou d'autres opérations voisines, tout entrepreneur ayant prévu d'utiliser un engin de levage (grue mobile, grue à tour) communiquera au Maître d'oeuvre et au Coordonnateur SPS le plan où figurent les zones d'évolution des différents appareils de levage qu'il compte mettre en oeuvre.

Le Coordonnateur SPS procédera alors à la vérification de la compatibilité des différentes implantations et indiquera aux entreprises du chantier concernées les dispositions éventuelles à prendre pour supprimer les risques découlant de ces interférences.

3.2.5 - Limitation des manutentions manuelles

La priorité est donnée à la manutention mécanique : chariots élévateurs, grues.

Lorsqu'une manutention manuelle de charges ne peut être évitée, des moyens adaptés doivent être mis à la disposition des travailleurs : palonniers, treuils, crics, vérins, crochets, tables élévatrices, etc. par l'entreprise concernée.

3.3 - Stockage

3.3.1 - Zone de stockage

Sur le chantier, les zones disponibles mises à disposition pour le stockage sont les suivantes :
A définir en phase de préparation.
Un PIC sera proposé par l'entrepreneur.

Chaque entreprise aura à gérer, dans la mesure du possible, ses approvisionnements sur le site pour minimiser son stockage.

Si l'espace disponible ne suffit pas à une entreprise, elle en informera le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS.

Les lieux de stockage devront être délimités et/ou fermés par une clôture rigide entretenue régulièrement.

La clôture sera assurée par l'entreprise mandataire.

Aucun stockage ne sera organisé devant les accès et/ou les issues de secours.

Les entreprises prendront en compte dans leurs besoins ceux de leurs sous-traitants, fournisseurs, etc.

3.3.2 - Approvisionnement et enlèvement : dispositions à prendre par les entreprises faisant intervenir un livreur, fournisseur, etc.

L'entreprise faisant appel à un prestataire devra prévoir, pour les véhicules de livraison, un chemin d'accès et une aire de stationnement stabilisés, de largeur suffisante, sans déclivité importante, exempts d'obstacles, permettant la mise en oeuvre complète des stabilisateurs.

Les aires de stockage des matériaux de construction à livrer devront être délimitées au sol ou sur les seules parties résistantes de l'ouvrage.

Chaque entrepreneur devra désigner une personne compétente (réceptionnaire) chargée de l'accueil du livreur, de la délimitation de l'aire de livraison, de la surveillance de l'opération de livraison. Elle guidera les manoeuvres notamment en cas de manque de visibilité en tenant compte du dégagement des fourches de levage.

Les matériaux repris seront reconditionnés.

L'entreprise devra donner au fournisseur les exigences de sécurité applicables sur le chantier et l'informer de la présence éventuelle de réseaux électriques aériens.

L'entreprise faisant appel à un prestataire devra accueillir son prestataire, lui donner les exigences de sécurité applicables sur le chantier et l'informer de la présence éventuelle de réseaux électriques aériens.











3.3.3 - Zone de stockage des matériaux dangereux


Certaines protections sont à observer :


- Séparer les produits acides et les produits basiques ;
- Ranger, de préférence, les liquides en dessous des solides ;
- Stocker seulement de faibles quantités de produits ;
- Aérer et éloigner suffisamment le lieu de rangement de toute source de chaleur.


Les stockages de produits dangereux devront être clairement signalés et devront se faire de manière à ne pas présenter de risques pour les utilisateurs comme pour l'environnement.

Les entreprises devront indiquer dans leur PPSPS les produits qu'elles utiliseront et pouvant présenter des risques particuliers. Elles joindront les fiches de sécurité santé de ces produits et préciseront les mesures particulières d'utilisation et les précautions à prévoir vis à vis des autres corps d'état et pour toute personne se trouvant à proximité des travaux.

					
	+	-	-	-	+
	-	+	-	-	-
	-	-	+	-	+
	-	-	-	+	○
	+	-	+	○	+

 Stockage ensemble possible

 Stockage ensemble impossible

 Stockage ensemble possible sous certaines conditions

3.4 - Gestion des déchets et décombres

3.4.1 - Interdictions générales

Il est interdit de brûler les déchets, sauf autorisation spécifique au titre des installations

classées ou pour les bois infectés par des insectes xylophages.

Il est d'interdit d'enfouir les déchets sur le chantier ou de les déposer dans une décharge sauvage.

3.4.2 - Obligation des entreprises

Les entreprises ont l'obligation:

- de respecter la traçabilité des déchets dangereux
 - Déchets dangereux: bordereau de suivi des déchets dangereux ou BSDD
 - Déchets d'amiante: bordereau de suivi des déchets amiante ou BSDA
 - Déchets d'emballage: trace écrite de leur élimination
- de trier les emballages
- de respecter les obligations de transports des déchets ou de les confier à un professionnel du déchet qui les valorisera dans les conditions légales. L'entreprise devra conserver la trace écrite de l'évacuation des déchets (bordereau de suivi, bon de dépôt...)

Les dispositions nécessaires pour respecter ces obligations seront prises par les entreprises, si elles ne sont pas indiquées dans le cahier des charges techniques.

De façon plus générale, l'entreprise veillera à l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôt des déchets.

3.4.3 - Organisation du tri sur le chantier

Trier les déchets sur le chantier permet notamment de réduire les coûts d'élimination et facilite le recyclage. Trois niveaux doivent être retenus pour le tri des matériaux:

- les déchets inertes: déchets qui pendant le stockage ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante (ex: briques, pierre, céramique, tuiles, terre non polluée...)
- les déchets non dangereux non inertes (ex: bois, carton, plastiques, laines minérales, peintures...etc)
- les déchets dangereux (ex:aérosols, bois traités avec substance dangereuses, DEE, produits amiantés, peintures contenant des substances dangereuses...etc).

Le chantier doit s'organiser en fonction de ce tri. Ainsi plusieurs bennes seront installées. Prévues en fonction de la typologie des déchets, elles seront correctement signalées et équipées de pictogrammes afin d'orienter le tri. Elles seront placées au plus proche des sources de déchets et seront accessibles aux camions d'enlèvement.

Une information/sensibilisation sera donnée aux salariés lors de leur accueil sur le chantier et les entreprises s'assureront que le tri des déchets dans les bennes est respecté durant toutes les phases du chantier.

3.5 - Enlèvement des matériaux dangereux

3.5.1 - Cas de l'amiante

Un diagnostic avant travaux a été transmis.

Il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante selon le rapport du cabinet SOCOTEC réalisé le 19/11/2021.

3.5.2 - Cas du plomb

Se référer au rapport du 19/12/2024 réalisé par le cabinet SOCOTEC.

3.5.3 - Pollution des sols

Sans objet.

3.6 - Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale

3.6.1 - Règles d'utilisation des protections collectives

3.6.1.1 - Mise en commun des protections collectives (échafaudages de pied, périmétriques, etc.)

Toutes les protections collectives doivent être conçues, mises en oeuvre et entretenues pour respecter les dispositions suivantes :

- Les protections collectives sont toujours mises en oeuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivant :
 - après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux ;
 - après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet ;
 - après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

Les protections collectives sont gérées par le mandataire.

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en oeuvre.

Chaque entreprise devra transmettre les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder qui assurera la maintenance des protections. Celle-ci devra s'assurer que les protections mises en place pendant toute la durée de son intervention sont suffisantes et adaptées aux travaux à

réaliser.

Toute entreprise, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place par une autre entreprise, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace. Elle en assure la maintenance jusqu'à la fin des travaux et en informe le Coordonnateur SPS.

3.6.1.2 - Mesures spécifiques

Il incombe aux entreprises de détailler les mesures suivantes à travers leurs PPSPS pour les tâches spécifiques à leurs activités :

=> Prévention des risques liés aux chutes de plain-pied :

- Port de chaussures antidérapantes.
- Empierrement, lorsque c'est possible, des zones à terrain difficile.
- Rangement des zones de travail et de circulation et accès aménagés en fonction des travaux.
- Entretien des sols, nettoyage immédiat en cas de renversement de produits.
- Eclairage de sécurité pour les sous-sols, les accès sombres.

=> Prévention des risques liés aux chutes de hauteur :

- La protection collective est toujours prioritaire devant la protection individuelle.
 - La protection collective posée sur les cheminements et accès ne pourra être retirée avant la fin du chantier.
 - Un contrôle et un entretien régulier de ces dispositions par du personnel compétent et connu du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS sont nécessaire pour le bon déroulement du chantier.
 - Pour les circulations en hauteur, un plan de circulation est établi et mis à disposition du Coordonnateur SPS.
 - Installer des dispositifs de protection empêchant la chute : garde-corps, port de harnais de sécurité.
 - Utiliser des plateformes de travail adaptés.
 - Mettre des mains courantes sur les escaliers.
 - Les passerelles seront munies d'un panneau indiquant la charge admissible par mètre carré.
 - Pour les ouvrages de grande hauteur, il sera judicieux de mettre en place des garde-corps d'une hauteur d'au moins deux mètres revêtus d'un filet brise-vent (coffrage de piles, équipages).
 - Les garde-corps provisoires sur les tabliers seront étudiés de manière à permettre la pose des protections collectives définitives sans déposer les protections provisoires.
 - Les fouilles seront protégées contre l'éboulement et la chute de hauteur chaque fois que la profondeur ou la tenue des terres l'exigera (blindage ou talutage). Elles seront balisées ou protégées par des barrières d'une hauteur de 2 mètres rigides et jointives selon leur implantation par rapport aux circulations dans l'enceinte de chantier.
- Les fouilles seront remblayées dès que possible.

=> Prévention des risques liés aux chutes d'objet :

- Mise en place de console, plancher, plinthes empêchant toutes chutes d'objet. Un nettoyage régulier de ces surfaces est alors nécessaire.
- Les zones où le risque de chutes d'objet existe, seront neutralisées au passage des piétons par la mise en place d'un balisage.
- Il est interdit de circuler sous les charges.
- Le port du casque dans ces zones est obligatoire.
- La mise en place de plinthes ou de couloir d'évacuation peut s'avérer utile suivant le cas.
- Limiter la hauteur des stockages.
- Lors du franchissement de voies circulées (routes, voies ferrées, etc.), des dispositions particulières seront mises en place (coupure de circulation, filet de protection, tunnel provisoire, etc.).
- Les avaloirs sur les tabliers seront fermés à la verticale des voies circulées.
- Des zones de sécurité seront matérialisées au sol à l'aplomb des zones de travail en hauteur par l'entreprise réalisant ces travaux.
- L'entreprise de génie civil décrira son mode opératoire en précisant comment est assurée la stabilité de la voûte à l'avancement des travaux (en particulier au front de taille).
- Les engins circulant en tunnel seront équipés de cabines renforcées pour résister aux blocs pouvant tomber de la voûte.

=> Prévention des risques liés au bruit :

- Utilisation d'engins moins bruyants.
- Port de protections auditives (combiner bouchons et casque).
- Interdiction d'accès aux zones trop bruyantes (affichage).
- Limiter l'intensité du bruit, le nombre de salariés exposés.
- Installer des protections: capoter les machines bruyantes, etc.

=> Prévention des risques liés aux produits chimiques :

- Obtenir les fiches de données de sécurité de tous les produits manipulés.
- Mettre à disposition et s'assurer du port des équipements de protection individuels.
- Remplacer les produits dangereux par d'autres moins dangereux.
- Mettre en place des extincteurs appropriés aux différents risques.
- Etablir un Permis de feu pour tous les travaux à flamme nue.

=> Prévention des risques poussière :

- Système d'arrosage à prévoir

=> Prévention des risques liés aux vibrations :

Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux piqueurs, perforateurs, perceuses, etc.) l'entrepreneur devra :

- Assurer une formation et une surveillance médicale spécifique du personnel exposé.
- Réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations par la modification des modes opératoires, l'aménagement du temps de travail, l'utilisation d'un matériel approprié et l'équipement des engins de sièges à suspension.

=> Signalisation des ateliers :

L'entreprise chargée des travaux devra assurer l'étude, la mise en oeuvre, l'entretien et le nettoyage de cette signalisation. A cet effet, il devra désigner une personne qualifiée, nommée chargé de signalisation.

=> Franchissement d'un ouvrage :

La circulation de transit des engins ou véhicules sera interdite, sur le tablier de tout ouvrage d'art, tant que les barrières de sécurité définitives ne seront pas en place de chaque côté de la piste ou de la chaussée.

La circulation de transit des engins ou véhicules sera interdite sous un ouvrage en construction, tant qu'une passe- charretière n'aura pas été aménagée et les gabarits de pré-signalisation mis en place. Le Maître d'œuvre (ou le Coordonnateur Sécurité) pourra être amené à décider d'un autre mode de protection et/ou signalisation. L'entrepreneur sera tenu de se conformer aux décisions prises.

La circulation de transit des engins ou véhicules sera interdite sous un ouvrage ouvert à la circulation publique, tant qu'une passe- charretière n'aura pas été aménagée selon les dispositions particulières arrêtées après accord des organismes concernés et du Maître d'oeuvre.

=> Protection contre les chutes de pierres :

Mise en place de filets métalliques pour la protection des falaises ou talus contre les chutes de pierres. Cette protection sera assurée :

Soit par filets étendus sur les pentes sujettes au risque de roulement de pierres,

Soit par barrières verticales disposées en travers des pentes sujettes au risque de roulement de pierres.

Les caractéristiques, les zones d'implantation et les conditions de mise en oeuvre de ces protections seront soumises à l'agrément du Maître d'œuvre et du coordonnateur SPS.

=> Protection contre les excès de vitesse :

Afin de garantir un meilleur respect de la vitesse des engins, camions et véhicules légers, l'installation de ralentisseurs pourra être décidée par le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur Sécurité, tout particulièrement pour les zones de travaux. L'entrepreneur sera tenu de se conformer aux décisions prises.

=> Protection au droit des lignes aériennes :

Toutes les lignes aériennes, EDF ou non, d'une hauteur inférieure à 15 mètres par rapport au terrain le plus élevé suivant les phases de production, seront pré-signalées par des gabarits de hauteur. Le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur Sécurité pourra être amené à décider d'un autre mode de protection et/ou signalisation. L'entrepreneur sera tenu de se conformer aux décisions prises.

3.6.2 - Règles d'utilisation des accès provisoires

Les moyens d'accès au poste de travail sont choisis en fonction de la fréquence de circulation, de la hauteur, de la durée d'utilisation et de leur ergonomie. Ils doivent en outre permettre une intervention rapide des secours et l'évacuation en cas de danger imminent.

L'entreprise ayant en charge la réalisation des accès communs en assurera la maintenance pendant les travaux.

Les échelles ne peuvent être utilisées que comme moyen d'accès provisoire ponctuel et de courte durée, en aucun cas servir de cheminement à des approvisionnements, ni de poste de travail.

L'entreprise en charge de l'installation est l'entreprise désignée par le MOA.

Les modalités d'accès sur le chantier sont les suivantes :
Respect des règles de sécurité de l'exploitant DIRMED.

3.6.3 - Règles d'utilisation de l'installation électrique générale

L'installation électrique provisoire du chantier comprendra de façon distincte :

- les installations électriques pour les besoins des cantonnements, s'ils existent,
- les armoires, coffrets électriques et réseaux électriques de distribution du chantier,
- l'éclairage du chantier permettant la circulation sur tout le chantier et ses abords,
- l'alimentation des grues, centrales à béton, etc.

L'installation électrique provisoire du chantier sera réalisée par du personnel habilité. Celle-ci sera vérifiée par un organisme agréé.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien est : Entreprise titulaire du marché.

3.6.3.1 - Armoires principales et secondaires de chantier normalisées

Les armoires et coffrets de distribution basse tension seront maintenus fermés en permanence. Le type de fermeture sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité. Chaque armoire et coffret de distribution basse tension devra comporter un numéro d'identification.

Chaque armoire devra être équipée d'un dispositif « coup de poing » de coupure d'urgence en cas de problème, et d'une protection différentielle de 30 mA.

3.6.3.2 - Implantation de l'installation électrique

Concernant la conception et l'implantation de l'installation électrique, il convient de respecter les règles suivantes :

- Eloigner l'installation électrique principale des zones à risques, c'est-à-dire des zones de stockage de matériel ou des zones de production où de nombreux objets et outils conducteurs sont manipulés à proximité de l'installation.
- Baliser et protéger l'installation électrique : bloquer l'accès aux panneaux et armoires électriques par une porte ou un grillage fermés à clé, utiliser les panneaux de signalisation standardisés pour signaler le risque électrique.
- Utiliser des installations électriques protégées par une carcasse de sécurité qui ne s'ouvre qu'une fois le courant hors-tension.

3.6.3.3 - Niveau d'éclairage

Lorsque le niveau de l'éclairage naturel est inférieur aux valeurs minimales d'éclairage réglementaires, il est nécessaire d'installer un éclairage artificiel adapté aux travaux à effectuer, ainsi qu'aux déplacements du personnel, sans créer de nouveaux risques.

Locaux affectés au travail et dépendances	Valeurs minimales d'éclairage
Voies de circulation intérieures	40 lux
Escaliers et entrepôts	60 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux

Espaces extérieurs	Valeurs minimales d'éclairage
Zones et voies de circulation extérieures	10 lux
Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent	60 lux

Espaces	Valeurs minimales d'éclairage
Zones et voies de circulation extérieures	10 lux
Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent	60 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux

3.7 - Interactions sur le site

3.7.1 - Contenu des PPSPS

Le Coordonnateur SPS analysera les PPSPS remis par les entreprises, en examinant particulièrement les risques exportés afin de mettre en place les mesures de coordination

correspondantes.

Chaque entreprise qui modifie la nature de son PPS (mode opératoire, phasage des travaux, matériels, etc.) devra en informer le CSPS, par l'envoi d'un PPSPS modifié ou lors des réunions de coordination évoquées ci-dessous.

3.7.2 - Réunions de coordination SPS

Les entrepreneurs seront tenus de participer aux réunions de coordination organisées par le CSPS.

Ces réunions, avec la participation du CSPS pour la partie sécurité - santé, auront notamment à l'ordre du jour :

- l'évolution du programme des travaux,
- la détermination des nouvelles coactivités éventuelles,
- la définition des mesures de sécurité à observer,
- le retour sur les manquements constatés à la sécurité.

La fréquence des réunions sera adaptée aux besoins du chantier.

3.7.3 - Analyse des risques liés à la coactivité

Les pages suivantes, relatives à l'analyse des risques de coactivités, ont été établies par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments portés à sa connaissance par le Maître d'Ouvrage lors de la phase étude.

Le PGC étant un document évolutif, le contenu de cette analyse pourra être modifié en phase travaux, en fonction du déroulement des travaux et des PPSPS des entreprises.

Les entreprises seront tenues de coopérer avec le Coordonnateur SPS en lui transmettant les éléments nouveaux relatifs aux coactivités, et en appliquant sans délai, les conclusions découlant de la mise à jour de cette analyse.

Les mesures particulières à prendre en compte sont :

Camions et engins :

- Ils seront équipés d'extincteurs.
- Les camions et engins devront être en parfait état de fonctionnement et conformes à la réglementation en vigueur. Tous les camions intervenant sur le chantier devront pouvoir fournir un certificat de contrôle du service des mines.
- Tous les conducteurs d'engins devront posséder une autorisation de conduite conformément à la réglementation en vigueur.

Tous les camions et engins devront être équipés d'un dispositif de recul sonore (klaxon de recul) et lumineux (feux de recul) permanent ou pouvant être équipés de caméras.

- Ils devront être équipés d'une protection contre les chutes de pierres ou d'objets si nécessaire.
- Tous les véhicules seront équipés d'un gyrophare à éclat de couleur orange.
- Tous les camions et engins en déplacement lent devront être équipés également d'un panneau type AK5 lumineux « tri-flash ».

Assainissement :

Tous les regards recevront un tampon fixe provisoire ou une rehausse rendant impossible une chute à l'intérieur.

Divers :

- Protection des personnels contre les projections de matériaux travaillant en tranchée (filet, merlon, etc.).
- Arrosage du chantier si nécessaire (poussières).
- Camions équipés de tachygraphes et d'un dispositif sonore ou lumineux de benne levée.
- Surcharge des camions interdite sur le chantier.
- Avertisseur sonore de recul sur les engins de terrassement.
- Toutes les fouilles ou autres obstacles situés sur le chantier doivent être balisés.
- Gabarit de pré signalisation de toutes les lignes électriques, à laisser en place jusqu'à la fin des travaux de l'opération, suivant les directives du maître d'oeuvre ou du coordonnateur à charge de l'entreprise titulaire du marché.
- Signalisation des réseaux enterrés ou aériens à l'aide de panneaux de 100 cm x 50 cm à charge de l'entreprise titulaire du marché.
- Toute fouille à talus vertical de plus de 1,30 m de profondeur doit obligatoirement être blindée.
- Pose d'une barrière de protection autour des fouilles pour ouvrage d'art, d'une profondeur supérieure à 2 mètres.
- Sur tous les coffrages de tablier, prévoir un passage de service sur tout le périmètre.

Transports :

- Il est strictement interdit de circuler benne levée sur le chantier. Un dispositif d'indication de benne levée devra être soumis à l'acceptation du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS et installé sur chaque camion transportant des matériaux de chaussées et la terre végétale.
- Toutes les bennes des camions doivent être équipées de portes arrière. Il est strictement interdit de circuler portes ouvertes.
- Le bâchage des camions se fera automatiquement à partir d'un dispositif type passerelle ou portique. A défaut, l'entrepreneur mettra un quai de bâchage à la disposition des chauffeurs.

Mise en oeuvre des enrobés et risque de brouillard artificiel :

- L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les risques sur la circulation des usagers provoqués par la formation de brouillard artificiel pendant les chantiers d'enrobés à chaud.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les risques dus au dégagement de vapeur d'eau par

temps de pluie sur les enrobés à chaud. Il devra prendre les dispositions suivantes :

- Se tenir informé chaque jour des prévisions météorologiques, afin de ne pas programmer des travaux d'enrobés en cas de prévision de pluie.
- Arrêter l'application en cas de dégagement de brouillard artificiel.
- Avertir immédiatement les usagers en cas de dégagement de brouillard artificiel par la mise en place en amont de la circulation publique à 150 mètres de la zone de dégagement de brouillard, de deux agents équipés de gilets rétroréfléchissants de classe 2 et munis de drapeaux K1 rouges fluorescent.
- Avertir immédiatement de service d'exploitation par les moyens d'alerte du chantier ou tout autre moyen disponible.
- Organiser la surveillance et prendre toutes dispositions nécessaires tant que le risque existe, y compris après la fin de l'application, en particulier maintenir les agents d'alerte jusqu'au moment où l'enrobé ne produit plus de vapeur d'eau.

L'analyse des risques de coactivités figure ci-après.

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
Chute de plain-pied (sol encombré, glissant ou déformé).	Balisage des zones d'intervention et nettoyage du chantier port de chaussures de sécurité antidérapantes. Poste éclairé pour travaux de nuit Port des EPI classe 3	Terrassements,Aménagement paysager,Travaux sur réseaux humides,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux de chaussée,Travaux sur équipements d'exploitation,Rétablissement des voies	Aménagement paysager,Mise en place de la signalisation routière,Terrassements,Travaux de chaussée,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur réseaux humides,Travaux sur équipements d'exploitation,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur équipements d'exploitation
Heurt par un engin en manoeuvre ou par un élément manutentionné.	Équiper les engins d'avertisseur sonore de recul. Mettre en place un responsable homme trafic pour guider les chauffeurs dans toutes les manoeuvres. Port du gilet rétro-réfléchissant de classe 3. Neutraliser les zones de manutention. Poste éclairé pour travaux de nuit Balisage du poste de travail.	Terrassements,Aménagement paysager,Travaux sur réseaux humides,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux de	Aménagement paysager,Mise en place de la signalisation routière,Terrassements,Travaux de chaussée,Travaux de génie civil (réalisation

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
		chaussée,Mise en place de la signalisation routière,Travaux sur équipements d'exploitation,Rétablissement des voies	de petits ouvrages),Travaux sur réseaux humides,Travaux sur équipements d'exploitation,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur équipements d'exploitation
Rupture d'une canalisation (creusement de tranchée, terrassement, fonçage, battage....).	Respecter le décret du 5 octobre 2011 concernant le DT et DICT. Respecter les prescriptions données par les concessionnaires. Détecter, sonder et repérer tous les réseaux enterrés. Personnel habilité AIPR pour l'entreprise mandatée	Terrassements,Aménagement paysager,Travaux sur réseaux humides	Aménagement paysager,Mise en place de la signalisation routière,Rétablissement des voies,Terrassements, Travaux de chaussée,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur équipements d'exploitation
Chute de hauteur (absence de	Pose de portiques ou potences: depuis nacelle élévatrice, port du harnais et CACES nacelle, VGP conforme	Travaux sur réseaux humides,Mise en	Aménagement paysager,Rétablissement

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
protection collective).	Emploi de PIR réglementaire, Port des EPI classe 3, Poste éclairé pour travaux de nuit Dégager les zones de tout objet encombrant ou rallonges électriques.	place de la signalisation routière	ent des voies,Terrassements, Travaux de chaussée,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur réseaux humides,Travaux sur équipements d'exploitation
Chute de petit matériel (travaux en hauteur).	Séparer les interventions dans le temps et l'espace. Interdiction de circuler sous les charges Elinguage par du personnel formé et habilité. Balisage de la zone d'intervention.	Mise en place de la signalisation routière,Travaux sur équipements d'exploitation	Aménagement paysager,Mise en place de la signalisation routière,Rétablissement des voies,Terrassements, Travaux de chaussée,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur réseaux humides,Rétablissement des voies
Chute d'objets	Vérifier tous les engins et accessoires de levage selon la	Travaux sur réseaux	Aménagement

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
(stockage ou chargement mal arrimé, rupture d'élingue...).	réglementation. Limiter la hauteur des stockages. Neutraliser les zones de manutention.	humides,Mise en place de la signalisation routière	paysager,Rétablissement des voies,Terrassements, Travaux de chaussée,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur réseaux humides,Travaux sur équipements d'exploitation
Risques liés à la circulation (heurt, écrasement du à la circulation ou à un basculement).	Signalisation d'approche mise en place par DIRMED DU CAM Protection de chantier mise en place par une entreprise agréée par le maitre d'oeuvre et l'exploitant. Interdiction au personnel de sortir du balisage chantier. Respect des FRGS et règles générales de la DIRMED DU CAM port des EPI classe 3.	Terrassements,Travaux sur réseaux humides,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux de chaussée,Mise en place de la signalisation routière,Travaux sur équipements d'exploitation,Rétablissement des voies	Aménagement paysager,Mise en place de la signalisation routière,Terrassements,Travaux de chaussée,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur réseaux humides,Travaux sur équipements d'exploitation,Travaux de génie civil

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
			(réalisation de petits ouvrages),Travaux sur équipements d'exploitation
Emissions de gaz, fumées, vapeurs (décapage thermique, pose de produits bitumineux à chaud...).	Respecter les prescriptions en matière de météorologie lors de la pose des enrobés. Obtenir l'accord du maitre d'oeuvre avant démarrage de l'application des enrobés	Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux de chaussée,Rétablissement des voies	Aménagement paysager,Mise en place de la signalisation routière,Terrassements,Travaux de chaussée,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur réseaux humides,Travaux sur équipements d'exploitation,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur équipements d'exploitation
Electrocution, électrisation (contact direct ou indirect avec des	Respecter le décret du 5 octobre 2011 concernant le DT et DICT. Respecter les prescriptions données par les concessionnaires.	Terrassements	Aménagement paysager,Mise en place de la signalisation

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
pièces sous tension...).			routière,Rétablissement des voies,Travaux de chaussée,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur réseaux humides,Travaux sur équipements d'exploitation
Émissions de poussières, projections (lors de décapage, soudage, meulage, perçage ...)	Arroser la zone de chantier en cas de climat sec.	Terrassements,Travaux sur réseaux humides	Aménagement paysager,Mise en place de la signalisation routière,Rétablissement des voies,Terrassements, Travaux de chaussée,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur équipements d'exploitation
Émissions de poussières,projections dangereuses	Port des EPI masque, lunettes, gants. Prévenir les travailleurs à	Terrassements	Aménagement paysager,Mise en place de la

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
(silice, plomb, amiante lors de décapage, soudage, meulage, perçage ...).	proximité de la zone d'intervention.Arrosage lors des opérations de découpage.		signalisation routière,Rétablissement des voies,Travaux de chaussée,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur réseaux humides,Travaux sur équipements d'exploitation
Chute/heurt par un élément manutentionné (rupture d'élingue, décrochement...).	Balisage des zones d'intervention. Guider les manoeuvres avec chef de manoeuvre. Phasage des interventions. vérification des appareils et l'adéquation des charges. Poste éclairé pour travaux de nuit.	Travaux sur réseaux humides,Travaux sur équipements d'exploitation	Aménagement paysager,Mise en place de la signalisation routière,Rétablissement des voies,Terrassements, Travaux de chaussée,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Travaux sur réseaux humides,Rétablissement des voies
Emission de		Travaux sur réseaux	Aménagement

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
produits chimiques (solvants, acides, bases, liants hydrocarbonés, produits phytosanitaires...).	Port des EPI annexer au PPSPS les fiches de données sécurité. Utiliser des produits moins dangereux.	humides	paysager, Mise en place de la signalisation routière, Rétablissement des voies, Terrassements, Travaux de chaussée, Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages), Travaux sur équipements d'exploitation
Emissions de gaz, fumées, gaz rares (argon, azote, CH ₄ , H ₂ S, acétylène...).	<ul style="list-style-type: none"> - Séparation géographique des postes de travail. - Port des EPI adaptés en fonction du poste de travail - Port de masques filtrant - Ventilation des zones de travail - Port d'appareils filtrants anti aérosols Risque H ₂ S : Contrôler et mettre en place : <ul style="list-style-type: none"> * des détecteurs d'atmosphère adaptés aux risques évalués (oxygénomètre, explosimètre) * des appareils d'apport d'air neuf, * des équipements de manutentions (potence, treuil, palans manuels ou électriques), 	Travaux sur réseaux humides	Aménagement paysager, Mise en place de la signalisation routière, Rétablissement des voies, Terrassements, Travaux de chaussée, Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages), Travaux sur équipements d'exploitation

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
Ensevelissement (éboulement, effondrement, explosion, stockage mal positionné...).	Faire vérifier la stabilité du sol par un géotechnicien. Interdire le stockage en tête de talus. Mettre en place un blindage ou talutage suffisant pour éviter l'éboulement du talus terrassé. Décaler les ateliers et isoler des zones à charge de l'entreprise de déboisement.	Travaux sur réseaux humides	Aménagement paysager, Mise en place de la signalisation routière, Rétablissement des voies, Terrassements, Travaux de chaussée, Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages), Travaux sur équipements d'exploitation

4 - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation

4.1 - Activité sur le site et mesures de prévention

Lorsque le chantier se déroule sur un site en exploitation, chaque entreprise prendra en compte les contraintes d'exploitation données par l'exploitant.

Toute nouvelle contrainte d'exploitation apparue en cours de chantier, ayant une influence sur les mesures de sécurité en vigueur sur le chantier, fera l'objet d'une mise à jour du PGC transmise aux entreprises.

Réciproquement, les entreprises amenées à modifier en cours de travaux leur mode opératoire (horaires, accès, matériel, etc.) devront impérativement le signifier au plus tôt au Coordonnateur SPS afin que celui ci puisse retransmettre ces informations à l'exploitant qui en informera son personnel.

L'exploitant pour cette opération est le suivant :
DIRMED

Les mesures spécifiques définies avec l'exploitant sont précisées dans le CCTP livret B, sous réserve de validation lors de la réunion de lancement de la phase préparatoire.

4.2 - Interférences avec les chantiers limitrophes

Le Code du Travail impose la concertation entre les maîtres d'ouvrage lorsque plusieurs opérations se déroulent sur un même site. Il s'agit là de gérer les coactivités potentielles entre ces différents chantiers.

Pour cela, des réunions de travail faisant appel aux représentants des maîtres d'ouvrage seront organisées selon une fréquence à définir.

Les entreprises, intervenant dans le cadre de la présente opération, pourront être sollicitées pour participer à certaines de ces réunions, lorsque leurs compétences seront nécessaires.

Les conclusions faites à l'issue de chacune de ces réunions seront portées par le Coordonnateur SPS à la connaissance des entreprises intervenantes, pour mise en application des mesures de sécurité correspondantes.

Les chantiers limitrophes identifiés sont les suivants :
Pas de chantiers limitrophes connues lors de la rédaction de ce document.

Les mesures suivantes sont à mettre en place :

Dans le cas où des opérations auraient lieu à proximité de l'ouvrage, une réunion de coordination précisera les mesures de prévention à mettre en oeuvre et la concertation entre les entreprises.

4.3 - Réseaux enterrés et aériens

Il est rappelé que les travaux à proximité d'une ligne ou d'une canalisation sous tension sont interdits, sauf si l'exploitant confirme par écrit que la mise hors tension est impossible.

L'attention des entreprises est également attirée sur le fait que la démarche relative aux DICT implique une planification définie par la réglementation. Les entreprises devront donc être vigilantes sur ce point afin que les travaux soient entrepris en toute sécurité.

Suite aux retours de la part des concessionnaires, les entreprises ayant des dispositions particulières à prendre vis à vis des réseaux existants joindront à leur PPSPS les avis émanant des concessionnaires concernés afin que le Coordonnateur SPS puisse retransmettre les informations aux autres entreprises.

L'Entreprise doit prendre en compte la présence de lignes électriques à proximité de la zone chantier.

Elle aura interdiction d'entrer dans l'enveloppe de 3 mètres au pourtour des câbles électriques alimentés sous Tension supérieure ou égale à 1500V et aura en charge la mise en place de moyens (engin avec limiteur de hauteur, portique) durant toute la période des travaux.

Les mesures spécifiques à mettre en oeuvre sont les suivantes :

Les réseaux seront reconnus par les concessionnaires et leur position réelle comparée au plan de recollement de l'ouvrage.

4.4 - Risques liés à la circulation extérieure

L'entreprise chargée de la fermeture du chantier (paragraphe 5.3) apposera des panneaux « chantier interdit au public » à espace régulier et notamment au droit des possibilités d'accès au chantier des personnes extérieures.

Elle veillera pendant la durée des travaux au maintien en l'état de ces panneaux.

A chaque sortie du chantier, en intersection avec la voirie publique, l'entreprise mettra en place des panneaux « STOP » afin de toujours laisser la priorité au trafic public.

En cas de croisement de véhicules chantier au droit de ces intersections, la priorité est toujours au véhicule entrant dans le chantier.

Chaque entreprise veillera à ne rien entreposer au droit des entrées du chantier et à ne pas gêner l'accès au chantier pour les véhicules entrants afin que la circulation publique ne soit pas gênée

Si la configuration du chantier impose une circulation publique piétonne le long de zones de travail où existe un risque de chute de matériel ou de matériaux, une protection appropriée afin de protéger les piétons sera mise en place. Elle veillera à sa maintenance aussi longtemps que le risque perdure.

La signalisation sur le domaine public indiquant aux piétons les points de passage réservés devra également être assurée. Cette protection devra être dimensionnée pour résister aux chutes de matériaux et matériels évoqués ci-dessus.

L'entreprise responsable de ces mesures est le mandataire.

Dans le cas de travaux sur des ouvrages en service et/ou franchissant des voies circulées, les modes opératoires seront décrits précisément et les mesures de prévention y afférant seront appliquées strictement. Ces modes opératoires seront établis en tenant compte des consignes de sécurité des gestionnaires des voiries (autoroutes, SNCF, dossiers d'exploitation sous chantier, etc.).

Au cas où la circulation de riverains sur le chantier serait nécessaire, il conviendra d'établir avec les riverains une convention précisant les règles de sécurité du chantier à laquelle les riverains devront se conformer.

Au cas où la réalisation de travaux se ferait au-dessus de voies de circulation (voies ferrées, voies navigables, voies routières), l'entreprise devra consulter les règlements particuliers en vigueur édictés par les organismes concernés et indiquer, au maître d'oeuvre ainsi qu'au coordonnateur SPS, dans son PPSPS, les dispositions prises pour s'y conformer.

4.5 - Analyse des risques liés à l'environnement

L'analyse des risques liés à l'interférence avec l'environnement du chantier figurent ci-après.

Risque	Oui / Non	Mesure
Risque naturel		
Evènements et phénomènes climatiques.	Oui	Consulter la météo et consigner les conditions climatiques dans le registre du chantier. Stopper les travaux en cas d'orage ou de tout évènement et phénomène climatique violent.
Risque technologique		
Risque lié à l'activité		
Renversement d'un salarié lors de travaux à proximité d'une voie de circulation.	Oui	Respect du plan de circulation. Postes éclairés Balisage du poste de travail avec cônes. Respect de la vitesse sur le tronçon fermé ou neutralisé.
Electrification, électrocution, brûlure par contact ou arc électrique (travaux à proximité de lignes électriques aériennes).	Oui	Les DT et DICT seront réalisés dans le respect du décret du 5 octobre 2011 et les prescriptions des concessionnaires seront respectées. Les différents réseaux seront repérés avant le début des travaux. Respect des distances de sécurité vis à vis des réseaux.
Rupture de canalisation entraînant des blessures sur les salariés.	Oui	Les DT et DICT seront réalisés dans le respect du décret du 5 octobre 2011 et les prescriptions des concessionnaires seront respectées. Les différents réseaux seront repérés avant le début des travaux. Respect des distances de sécurité vis à vis des réseaux.

5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre

5.1 - Installations de chantier

5.1.1 - Généralités

Le(s) plan(s) d'installation de chantier sera(seront) soumis à l'accord du maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS en phase de préparation.

La mise à disposition et l'entretien des installations de chantier sont assurés par le mandataire.

Les mesures spécifiques à mettre en oeuvre sont les suivantes :

L'ensemble des installations de chantier sera clôturé. Chaque accès sera équipé d'un portail fermant à clefs. Ces équipements seront à la charge de l'Entrepreneur.

Les locaux seront équipés d'un moyen de lutte contre un début d'incendie.

5.1.2 - Vestiaires

L'installation des vestiaires s'organisera de la façon suivante :

Les vestiaires seront éclairés, chauffés et ventilés quelle que soit la situation et laissés en place jusqu'à la fin du chantier. Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de 1,25 m² par salarié.

Les vestiaires seront pourvus d'armoires penderie à double compartiment avec serrures ou cadenas.

5.1.3 - Réfectoires

L'installation des réfectoires s'organisera de la façon suivante :

Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de 1,50 m² par salarié. Le (ou les) réfectoire(s) seront équipés de sièges et de tables (avec un revêtement imperméable) en nombre suffisant, de chauffe-gamelles et d'un réfrigérateur pour conserver les repas.

5.1.4 - Sanitaires

L'installation des sanitaires s'organisera de la façon suivante :

L'entreprise mettra à la disposition des salariés :

- 1 WC et 1 urinoir raccordé au réseau Eaux Usées (20 personnes),
- 1 lavabo (un orifice pour 5 personnes),
- 1 douche pour les travaux salissants (une douche pour 10 personnes).

En cas de personnel mixte, des installations sanitaires distinctes devront être prévues.

Les douches et lavabo seront à eau chaude et froide.

L'ensemble de l'installation devra être pourvu de moyens de chauffage.

Tous les éléments pour fourniture (savon, essuie-mains, etc.) et le nettoyage journalier seront à la charge de l'entreprise désignée

5.1.5 - Points d'eau

L'entreprise doit fournir 3 litres d'eau fraîche par jour et par personnes à ses salariés.

Pour les chantiers dont la durée dépasse 4 mois, un robinet d'eau potable chaude et froide devra être mis en place.

5.2 - Nettoyage du chantier

5.2.1 - Nettoyage des installations

Le nettoyage des installations de chantier sera organisé de la façon suivante :

L'entreprise désignée aura à sa charge le nettoyage de l'ensemble des installations de chantier. Pour cela, elle disposera de l'ensemble des clefs.

Ce nettoyage comportera l'évacuation des déchets, et le nettoyage complet des installations que ce soit les sanitaires, les bureaux ou les réfectoires et vestiaires.

5.2.2 - Nettoyage des zones de travail

Dans tous les cas, chaque entreprise procédera quotidiennement à l'évacuation des gravats, décombres, déchets de toute nature dans les conditions prévues à cet effet dans le présent PGC, afin que les postes de travail ne comporte pas de gêne ou d'obstacle.

Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants sont formellement interdits.

5.2.3 - Nettoyage des véhicules sortants

Chaque entrepreneur doit supporter les sujétions qui résultent de la circulation de ses engins sur le chantier et sur les voies et notamment prendre toutes les dispositions pour apporter le moins possible de nuisances aux chaussées existantes. Pendant toute la durée du chantier, il reste seul responsable des accidents et dégâts de diverses natures qui pourraient résulter d'un défaut d'entretien et des dégradations ou pollutions apportées par la circulation de ses engins aux chaussées, aux accotements et aux ouvrages divers les traversant.

Toutes les entreprises veilleront à conserver les abords du chantier et la voirie publique dans

un état de parfaite propreté.

5.3 - Clôture du chantier

5.3.1 - Clôtures périphériques et ouvertures (porte et portail)

Les clôtures seront de type :

- plots bétons
- hauteur 2m
- treillis soudés
- menottes et cadenas compris

L'emprise du chantier sera clôturée par l'entreprise mandataire.

5.3.2 - Panneaux de chantier

Les panneaux seront mis en place pendant la période de préparation, puis entretenus et déposés par l'entreprise : Entreprise titulaire du marché.

Sont obligatoires :

- l'affichage de l'arrêté (municipal, préfectoral, etc.),
- la mise en place de panneaux « chantier interdit au public », répartis le long des clôtures de façon suffisante,
- à l'entrée principale du chantier, l'ensemble des panneaux référant des obligations et interdictions auxquelles est assujetti le chantier.

Ces panneaux devront être visibles à une distance raisonnable.

5.4 - Réseaux mis à disposition

Les branchements nécessaires aux installations de chantier seront réalisés par l'entreprise désignée par le maître d'ouvrage.

5.4.1 - Téléphonie

Chaque personne devra posséder un téléphone portable sur le chantier.

5.4.2 - Electricité

Le raccordement à un réseau de distribution électrique permet de disposer d'une puissance suffisante pour alimenter les divers équipements et installations de chantier.

En cas d'énergie fournie par un générateur mobile à alimentation par combustible, ce dernier devra être équipé :

- d'un moyen d'extinction adapté,
- d'un moyen de coupure d'urgence,
- d'un bac de rétention,
- de l'affichage obligatoire et des consignes spécifiques en cas d'urgence.

Le point de raccordement au réseau électrique se trouve à l'endroit suivant :

L'alimentation électrique de la zone de cantonnements sera assurée par la même entreprise (y compris la vérification par un organisme agréé).

5.4.3 - Eau

Le point de raccordement au réseau d'eau potable se trouve à l'endroit suivant :
A définir

Le point de raccordement au réseau d'eau non potable se trouve à l'endroit suivant :
A définir

En cas de mise en place d'eau non potable, une signalétique spécifique devra être mise en place.

5.4.4 - Eaux usées

Les eaux de rejets du chantier devront être filtrées ou décantées avant leur rejet dans le réseau d'eaux usées.

Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur.

6 - Secours et évacuation des travailleurs

6.1 - Dispositions d'alerte et accueil des secours

En cas d'accident corporel, d'incendie, etc., l'appel des secours se fait de la façon suivante :

Par téléphone fixe : composez le 18.

Par téléphone portable : composez le 112.

En passant par le Réseau d'Appel d'Urgence (autoroute en service).

Par l'exploitant.: n° du responsable sur la fiche de fermeture ou neutralisation de la circulation sur A 51 de la semaine en cours.

appel en cas d'accident sur A 51: CIGT: 04 91 51 51 51

Chaque entreprise tiendra à jour sur le chantier (aux installations) une fiche d'appel des secours. Cette fiche précisera clairement la démarche à suivre pour contacter les secours et leur transmettre l'ensemble des informations nécessaires à leur intervention.

Les équipes travaillant sur le chantier devront en outre être informées par leur encadrement de la conduite à tenir en cas d'accident.

Par principe, systématiquement pour les postes de travail à risques, les entreprises organiseront les postes de travail de façon à éviter les travailleurs isolés.

Dans le cas d'un poste de travail éloigné des installations principales nécessitant un temps de déplacement important pour les rejoindre, les équipes concernées devront disposer d'un moyen propre d'alerte des secours. Par mesure de prudence, il conviendra alors de s'assurer que le dispositif d'alerte est opérationnel.

En cas de problème ou d'accident, l'appel des secours se fera de ce poste, la personne ayant donné l'alerte ira alors chercher les secours au Point de rencontre confirmé lors de l'appel pour les guider jusqu'au lieu de l'accident.

6.2 - Plan de secours

L'accueil des secours se déroule de la façon suivante :

Le rendez-vous se fait au point de rencontre rappelé lors de l'appel avec les secours.

PRS à définir.

6.3 - Organisation des premiers secours

Chaque entreprise devra assurer, dans la mesure du possible, la présence permanente d'un sauveteur - secouriste du travail pour dix personnes ou par équipe indépendante.

Chaque sauveteur - secouriste devra être identifié par un badge spécial apposé sur le casque

ou par tout autre moyen de reconnaissance (brassard, blouse, etc.).

L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur - secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée par les formations régulières de « recyclage ».

Chaque entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour que chaque poste de travail soit équipé en permanence d'une trousse de premiers soins appropriée et d'une couverture de survie.

7 - Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

7.1 - Mise en commun des moyens

Le présent PGC, ou les dispositions adoptées au cours des travaux, peuvent prévoir des mises en commun de moyens entre les différents entrepreneurs.

Toute utilisation en cours de chantier d'un dispositif mis en oeuvre par une entreprise et utilisé par une autre devra faire l'objet d'un accord formalisé par l'entreprise ayant mis le dispositif. Cet accord précisera en outre les conditions d'utilisation, et les restrictions.

Une vigilance toute particulière devra être portée sur les équipements de travail relatifs aux travaux en hauteur (échafaudages, nacelles, grues mobiles ou à tour, etc.) compte tenu de l'importance des risques potentiels.

7.2 - Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants

La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter, par un autre entrepreneur, une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.

Sont considérés comme sous-traitants :

- le travailleur indépendant,
- l'entreprise amenant son matériel, son personnel, son encadrement, ses matériaux et restituant un produit fini.

Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.

L'entrepreneur qui entend exécuter un marché en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit, au moment de la conclusion et pendant toute la durée du marché, faire accepter chaque sous-traitant par le Maître d'Ouvrage.

Tout entrepreneur a l'obligation de déclarer auprès du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS ses intervenants (sous-traitants) et de leur transmettre toutes les consignes relatives à la sécurité et à la protection de la santé pour le chantier.

L'entrepreneur qui entend sous-traiter ou faire exécuter une partie de ses prestations par un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé du travailleur. Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son propre PPSPS des documents fournis par l'entrepreneur principal (le présent PGC et PPSPS de l'entreprise principale).

La coordination des travaux effectués par les sous-traitants ou travailleurs indépendants, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché.

7.3 - Emploi de personnels intérimaires

Les entrepreneurs employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné ;
- les documents médicaux pour la profession déterminée ont bien été délivrés et qu'une copie est disponible sur le chantier ;
- le personnel a subi la formation obligatoire à la sécurité ;
- le personnel intérimaire est intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (vestiaires, réfectoires, sanitaires) et a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'entreprise sur le projet.

Les dispositions énoncées par l'additif COVID au PGC annulent celles décrites notamment au paragraphe

7.4 - Prestataires de service

Sont considérés comme prestataires de services :

- les sociétés de location de matériel (avec ou sans chauffeur) ;
- les fournisseurs (carburants, matériels, etc.) ;
- toute entreprise qui n'est pas indépendante (sans encadrement) dans son travail (transport, dépannage, etc.) et qui intervient dans le milieu du cycle de production de l'entreprise principale.

Tout entrepreneur devra mentionner dans son PPSPS les prestataires qu'il compte faire intervenir.

La location du matériel, l'utilisation de toutes prestations de services, n'exonèrent pas l'entreprise de sa responsabilité.

A ce titre, l'entreprise doit réceptionner le matériel à la livraison et s'assurer avant l'utilisation par ses salariés que :

- le matériel est conforme au contrat de location et les vérifications exécutées (dont une copie sera disponible sur le chantier) ;
- les équipements de protection individuelle éventuels sont fournis aux salariés ;
- les salariés ont reçu la formation et l'information nécessaires (autorisation de conduite) à son utilisation.

L'entreprise utilisatrice devra remettre à tout prestataire de service un document sécurité comprenant toutes les indications et informations utiles nécessaires à l'harmonisation de leurs mesures de sécurité.

L'entreprise remet alors au prestataire :

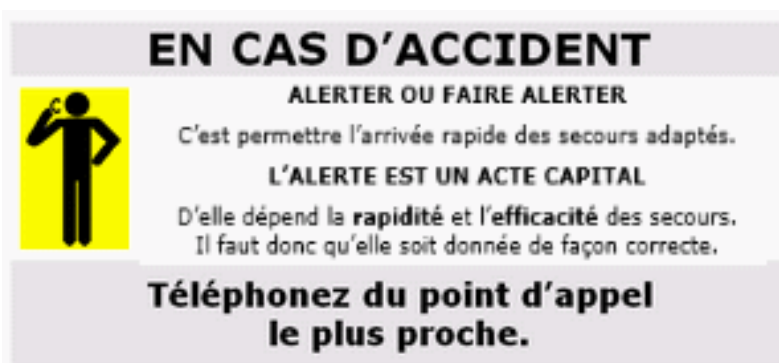
- les consignes de sécurité,
- les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement,
- les moyens de secours en cas d'accident,
- l'identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil,
- les lieux d'intervention.

Le prestataire remet à l'entreprise utilisatrice :

- les caractéristiques du véhicule,
- les précautions ou suggestions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles qui sont imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

8 - Annexes

8.1 - ANNEXE : Fiche d'appel des secours



COMPOSEZ le 18 ou le 112.

INDIQUEZ LE LIEU DU CHANTIER :

Remise à niveau des ouvrages de l'échangeur A7-A557 sur L'A557
Rue Félix Pyat, Liaison A7/A557
13003 Marseille

PRECISEZ :

- la nature de l'accident,
- la position du blessé,
- s'il y a nécessité de dégagement.

SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ETAT.

FIXEZ LE POINT DE RENDEZ-VOUS :

point de rdv vu lors de l'appel avec les secours.

ATTENDEZ LES SECOURS AU POINT DE RENDEZ-VOUS, VOUS LES CONDUIREZ SUR LES LIEUX DE L'ACCIDENT.

NE PAS RACCROCHER LE PREMIER ET FAITES REPETER LE MESSAGE.

PREVEENEZ :

Contact	Téléphone	Fax
Patrice RAYNAUD (DIRMED SIR13)	04 86 94 68 74	
Rachel FARIBAULT (CSPS)	06 65 27 98 02	
M MONTANDI (Carsat Sud-Est)		
Richard CONTACT (OPPBTP)		
Richard CONTACT (OPPBTP)		
M BEAUCARDET (DDETS)		

